



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CEP/AC.11/2003/24
4 février 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
(Session extraordinaire, Genève, 18-19 février 2003)

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de travail préparatoire spécial composé
de hauts fonctionnaires pour le processus
«Un environnement pour l'Europe»
(Cinquième session, Genève, 19-21 février 2003)
(Point 7 de l'ordre du jour provisoire du 19 février)

Cinquième Conférence Ministérielle «Un Environnement pour l'Europe»¹
Proposition pour une Kiev déclaration en matière d'efficacité énergétique²

Nous, les Ministres présents à la Conférence de Kiev,

1. **Reconnaissant**, qu'une efficacité énergétique améliorée est essentielle afin d'atteindre nombre des objectifs en matière d'énergie et d'environnement, en particulier dans le défi à respecter les obligations contenues dans le Protocole de Kyoto et ce qu'il en découle ; déterminant la bonne direction vers un développement durable ; améliorant la sécurité des ressources énergétiques et atteignant nombre de nos objectifs économiques et sociaux tant au niveau national qu'international.
2. **Considérant**, que la Déclaration d'Aarhus, comprenant la *Déclaration de politique d'efficacité énergétique* et les *Principes directeurs pour la conservation de l'énergie*, constitue un engagement politique fort et doit, avec le Protocole de la Charte de l'Energie sur l'efficacité

¹ Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition et traduction.

²Cette déclaration est soumise, par le Président du Groupe de Travail sur l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes, à l'attention du Groupe de Travail composé de hauts fonctionnaires.

énergétique et les aspects environnementaux connexes (PEEAEC), former la base d'un cadre à long terme pour une politique d'efficacité énergétique et un programme de développement.

3. **Accueillant** avec intérêt le « Rapport de progression » sur l'application des engagements pris lors de la Déclaration d'Aarhus concernant l'efficacité énergétique, préparé par le Secrétariat de la Charte de l'Energie et qui détaille les progrès accomplis depuis la Conférence d'Aarhus dans les politiques nationales d'efficacité énergétique ainsi que dans la coopération internationale.

4. **Convient de ce qui suit,**

- Garantir que les politiques nationales en matière d'environnement ainsi que les programmes ayant pour but d'atténuer le changement climatique et d'atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto incorporent correctement les objectifs et mesures en matière d'efficacité énergétique ;
- Améliorer l'intégration des questions environnementales et d'efficacité énergétique dans divers secteurs des politiques énergétiques, économiques et sociales. La coopération inter-ministérielle nécessaire à cet effet doit être promue tant au niveau national qu'international ;
- Encourager l'utilisation de critères économiques et environnementaux transparents et équitables en matière de développement durable lors de la comparaison de l'efficacité énergétique et des projets renouvelables sur l'ensemble du cycle énergétique, de la production à la distribution et à l'utilisation finale ;
- Concevoir des mesures ayant pour but d'assurer que les avantages environnementaux seront repris dans les décisions concernant les politiques de combustible et d'énergie, et, en particulier, dans le processus de restructuration et de développement de systèmes de chauffage centralisé et de cogénération ;
- Encourager les réformes entreprises afin d'éliminer les subventions aux prix de l'énergie qui ont un effet défavorable sur l'environnement, en accord avec les décisions et objectifs fixés à Aarhus ;
- Encourager le financement d'activités ayant pour but l'amélioration de l'efficacité énergétique et promouvoir des projets d'efficacité énergétique ayant un bon rapport qualité-prix lors de l'utilisation des mécanismes flexibles pour l'application conjointe et le mécanisme pour un développement propre tel que défini par le Protocole de Kyoto ;
- Inviter le Groupe du PEEAEC à présenter un rapport, si nécessaire par le biais de la CEE-ONU, sur les progrès dans l'exécution des engagements internationaux en matière d'efficacité énergétique ;

5. **Invite** la communauté internationale à promouvoir des initiatives paneuropéennes qui inclurait les autorités gouvernementales responsables en matière d'efficacité énergétique, des représentants d'organisations internationales et d'institutions financières internationales, la communauté des affaires, les consommateurs d'énergie ainsi que les organisations non-gouvernementales. Ces initiatives relanceraient les efforts accomplis afin d'améliorer l'efficacité énergétique et d'encourager les activités innovatrices au niveau national et international.